

L'AUSTÉRITÉ

DÉMYSTIFIER LE VRAI DU FAUX

Les gouvernements utilisent des phrases toutes faites pour vendre leurs politiques néolibérales et leurs mesures d'austérité à la population. Comment reconnaître le vrai du faux? Voici quelques réflexions pour déconstruire les mythes qui entourent l'austérité et les politiques néolibérales.

1

L'austérité vise à réduire la dette publique et à atteindre l'équilibre budgétaire (le déficit zéro)

FAUX La réduction de la dette et l'atteinte de l'équilibre budgétaire servent en fait de prétexte pour justifier des coupures radicales dans nos services publics et nos programmes sociaux. Ces coupes ne relèvent pas de la nécessité d'atteindre l'équilibre budgétaire, mais plutôt d'un choix politique et idéologique qui vise à réduire la taille de l'État et à confier à l'entreprise privée la gestion des services publics et des programmes sociaux.

2

L'État n'a plus les moyens de payer les services publics et les programmes sociaux au Québec

FAUX De l'argent, il y en a. Il suffit que le gouvernement aille la chercher là où elle se trouve. C'est une question de choix. Si le gouvernement choisissait d'augmenter ses revenus en allant chercher l'argent dans les poches des plus riches plutôt que de couper dans ses dépenses et d'appauvrir les plus pauvres, le « problème » de l'équilibre budgétaire serait résolu et il y aurait suffisamment d'argent pour offrir des services publics accessibles et de qualité.

3

Le Québec est trop endetté

FAUX

Tout est une question de calcul. Le gouvernement actuel a décidé de baser son calcul sur la dette brute du Québec, sans tenir compte des actifs de la province. Autrement dit, c'est comme si on calculait notre dette d'hypothèque sans considérer la valeur de la maison et nos revenus... Cette manière de calculer du gouvernement a pour effet de gonfler les chiffres et de donner l'impression que la dette du Québec est catastrophique et qu'elle nécessite de couper de toute urgence dans les dépenses.

4

Si on n'atteint pas le déficit zéro, le Québec va subir une décote des agences de notation

FAUX

Les huissiers internationaux et les agences de notation n'attendent pas aux frontières québécoises. Tout indique que le gouvernement du Québec est principalement endetté envers sa propre population (régime de retraite, caisse de dépôt, etc.) et que la proportion de la dette contractée à l'étranger est minime. Ce qui signifie que l'économie du Québec se porte bien et bénéficie d'une excellente cote de crédit nous permettant d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt très avantageux.

5

Si on augmente leurs impôts, les entreprises et les banques quitteront le Québec

FAUX

Il y a de l'argent au Québec, et il y a de l'argent à faire ! Il y a aussi beaucoup de ressources. Il y a des travailleurs et des travailleuses qualifié-e-s. De plus, le Québec, en comparaison avec plusieurs États américains, impose moins ses entreprises. Il n'y a pas de raisons valables pour qu'une entreprise déménage en raison d'une augmentation d'impôt.

6

Les services publics et les programmes sociaux seraient mieux gérés par l'entreprise privée

FAUX

L'expérience de plusieurs pays nous démontre que lorsqu'on fait appel à l'entreprise privée pour la gestion des services publics et des programmes sociaux, on provoque une augmentation des tarifs et une diminution de la qualité des services (la privatisation de l'eau en France et la construction du métro de Londres en Angleterre par exemple). Il ne faut pas oublier que le but premier d'une entreprise privée est de faire du profit.

7

L'austérité augmente les inégalités sociales et économiques

VRAI

Avec les politiques d'austérité, nous constatons que l'État remet le fardeau de la dette publique sur les populations pauvres et sur la classe moyenne qui s'appauvrissent de plus en plus. La hausse des taxes et des tarifs ainsi que les coupures dans les services et les programmes sociaux touchent beaucoup plus durement les personnes à faible revenu puisque ces politiques s'appliquent de la même manière à tout le monde, sans égard au revenu des personnes. En gros, les riches s'enrichissent, les pauvres et la classe moyenne s'appauvrissent. Rappelons également que toutes ces politiques ont un impact négatif beaucoup plus grand chez les femmes, les personnes immigrantes et marginalisées.

8

L'austérité et le néolibéralisme augmentent les préjugés liés à la pauvreté

VRAI

Le néolibéralisme ne reconnaît pas les personnes qui sont systématiquement prises dans la pauvreté (femmes, personnes immigrantes, personnes handicapées, etc.). Selon la logique néolibérale, les gens pauvres sont responsables de leur sort: mauvaises habitudes de vie, mauvaise gestion budgétaire, manque de planification, manque de jugement, paresse, etc. Ainsi, les programmes d'aide sociale et autres sont jugés injustes puisqu'ils sont financés avec l'argent durement gagné chez les bons travailleurs et les bonnes travailleuses. C'est ainsi que nos gouvernements nourrissent, sur une base idéologique, les préjugés liés à la pauvreté et que leurs mesures de lutte contre la pauvreté sont liées à la création d'emploi et non à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.

9

L'austérité augmente les inégalités politiques

VRAI

L'un des impacts les plus importants de l'accroissement des inégalités de revenu est la perte d'influence de la population sur ses dirigeants politiques. Plus une population s'appauvrit, moins elle sera en mesure de faire pencher les décisions en sa faveur. À cela s'ajoute le fait que le néolibéralisme cherche à mettre de côté la démocratie sociale au profit d'une simple démocratie représentative appartenant aux élu-e-s et aux classes dirigeantes. Plutôt que d'avoir une démocratie qui correspond aux intérêts du peuple et qui se vit quotidiennement, on a une démocratie qui profite à une minorité de gens riches et qui se vit aux quatre ans.

10

L'austérité et les politiques néolibérales provoquent des crises financières et des récessions économiques

VRAI

C'est la dérèglementation des marchés financiers qui nous a conduits à la crise financière de 2007-2008. Alors que cette crise aurait dû remettre en question le modèle néolibéral, elle a plutôt servi de prétexte pour accélérer et intensifier les mesures d'austérité. Mesures qui ont elles-mêmes mené à des récessions économiques dans plusieurs pays d'Europe. Dans un contexte où les gouvernements auraient dû augmenter leurs dépenses afin de stimuler l'économie, ils ont, au contraire, choisi de sauver le modèle néolibéral par la mise en place de politiques d'austérité qui appauvrissent leurs populations au profit d'une poignée de bien nantis. En réalité, le néolibéralisme est une réponse aux crises économiques et financières pour que les riches continuent d'augmenter leurs profits.

11

L'austérité diminue les conditions de travail de l'ensemble de la population

VRAI

Les coupures dans les services publics et les programmes sociaux amènent des pertes d'emploi ce qui exerce une pression à la baisse des conditions de travail dans l'ensemble des emplois : le privé peut se permettre d'être moins compétitif par rapport aux conditions offertes par l'État. Ajoutons à cela les nouvelles règles de l'assurance-emploi imposées par le gouvernement fédéral qui obligent les travailleurs et les travailleuses à accepter des emplois en dessous de leurs compétences.

12

Le néolibéralisme entraîne la collusion et la corruption

VRAI

Avec la dérèglementation des marchés, l'État ne peut plus exercer une surveillance efficace. Ainsi, la collusion, la corruption, la monopolisation, la manipulation des marchés deviennent monnaie courante ce qui coûte cher aux citoyen-ne-s.

Pour discuter des ces enjeux,
contactez votre Table régionale d'éducation populaire

www.mepacq.qc.ca